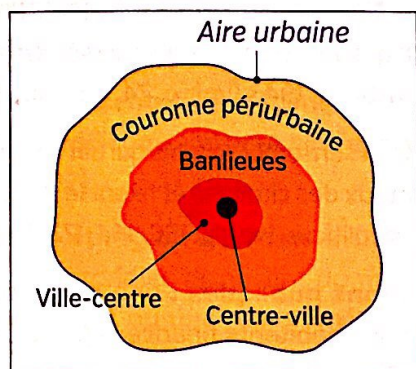


A

Agriculture productiviste : agriculture commerciale dont l'intensivité et la productivité reposent sur un recours aux techniques et aux progrès scientifiques [voir p. 244, 260].

Aide publique au développement (APD) : ensemble des dons et des prêts à conditions très favorables accordés par des organismes publics à des pays en développement [voir p. 332].

Aire urbaine : espace continu qui se compose d'une ville-centre, de ses banlieues immédiates et d'une couronne périurbaine [voir p. 222].



Alliés : le Royaume-Uni, les États-Unis et l'URSS unis dans une grande alliance contre l'Allemagne nazie après 1941 [voir p. 56].

Al-Qaida : réseau terroriste islamiste créé par Ousama Ben Laden, dont le but est la création d'un État islamique et l'affaiblissement des puissances occidentales par des attentats meurtriers sur leur sol [voir p. 142, 145].

Alternance : changement de majorité, de la droite à la gauche [ou inversement], après une élection présidentielle ou législative [voir p. 180, 182].

Aménagement : ensemble des actions et/ou des politiques mises en œuvre pour réduire les inégalités entre les territoires [voir p. 280].

Amendement : modification proposée à un texte soumis à une assemblée [voir p. 374].

Antisémitisme : hostilité, haine à l'égard des Juifs, considérés comme une race ou un groupe distinct et inférieur au reste de la société [voir p. 44, 79].

AOC/AOP : l'appellation d'origine contrôlée (AOC) protège le savoir-faire d'une région pour fabriquer un produit alimentaire. L'appellation d'origine protégée (AOP) est l'équivalent européen de l'AOC [voir p. 260].

Approfondissement : intensification des liens et de la coopération entre les États européens [voir p. 132].

Armistice : accord conclu par des pays en guerre pour suspendre les combats [voir p. 74, 86].

Arrière : en temps de guerre, terme désignant les populations qui ne prennent pas part aux opérations militaires mais qui sont soumises à l'effort de guerre [voir p. 22, 30].

Association : groupement de personnes qui s'unissent pour mener une action commune sans chercher à faire de profit [voir p. 360].

Axe : pendant la Seconde Guerre mondiale, alliance entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, liées ensuite au Japon par un pacte à trois.

B

Baby-boom : période de forte croissance de la natalité dans les pays occidentaux pendant les années 1950-1960 [voir p. 190, 200].

Bidonville : ensemble d'habitations précaires situé en périphérie d'une ville. On en dénombre 255 en France en 1966 [voir p. 194].

Biodiversité : nombre d'espèces et d'êtres vivants sur un espace donné. La richesse biologique est sensible aux effets de l'activité humaine [voir p. 302].

Blocus : isolement d'un territoire en coupant toute communication et tout ravitaillement venus de l'extérieur [voir p. 100].

BRICS : terme qui désigne les cinq principaux pays émergents (Brésil, Russie, Chine, Inde et Afrique du Sud). Ces pays se réunissent régulièrement lors de sommets, dont le premier a eu lieu en 2009 [voir p. 140, 148].



Carrefour multimodal : lieu qui concentre différents moyens et réseaux de transport connectés entre eux [voir p. 215].

CECA : communauté européenne du charbon et de l'acier fondée en 1951 [voir p. 129].

CEE : communauté économique européenne fondée en 1957 [voir p. 129].

Centre de mise à mort : pendant la Seconde Guerre mondiale, espace clos et organisé destiné à l'assassinat de groupes de populations juives et tziganes [voir p. 60, 67].

Chômeur : personne sans emploi, à la recherche d'un emploi et disponible pour travailler [voir p. 197, 200].

Citoyenneté européenne : donne le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres et d'y bénéficier du droit d'éligibilité et de vote aux élections municipales et européennes [voir p. 132].

Civilité : respect à l'égard des autres personnes et des lieux [voir p. 362].

Civisme : avoir conscience de ses devoirs envers la société [voir p. 362].

Cohabitation : situation politique où le président de la République appartient à un parti opposé à celui du Premier ministre [voir p. 172, 179, 182].

Cohésion sociale et territoriale : principe qui vise à réduire les écarts de richesse et de développement entre les territoires et les habitants des États membres de l'UE [voir p. 318, 322].

Collaboration : pendant la Seconde Guerre mondiale, politique de coopération volontaire en matière politique, économique et policière avec l'Allemagne nazie [voir p. 81, 86].

Collectivisation : en URSS, politique visant à la disparition de la propriété privée, remplacée par des propriétés collectives appartenant à l'État ou à des coopératives [voir p. 40, 48].

Collectivités d'outremer (COM) : elles regroupent des anciens territoires d'outremer (TOM), ainsi que d'autres collectivités territoriales à statut particulier [voir p. 294, 302].

Collectivités territoriales : communes, départements, régions [voir p. 280].



Communisme : idéologie qui veut la création d'une société parfaitement égalitaire, sans différence de richesse et sans propriété privée [voir p. 28, 30, 39, 48].

Conseil national de la Résistance (CNR) : en France, institution qui unit les différents mouvements de Résistance à partir de 1943 [voir p. 74, 86, 156, 160, 164].

Constitution : ensemble de lois qui définissent les droits fondamentaux des citoyens et fixent le fonctionnement du pouvoir politique [voir p. 156, 164, 172, 176].

Contributions publiques : une partie des impôts versés par les habitants finance la protection sociale [voir p. 357].

Contribution sociale généralisée (CSG) : impôt prélevé directement sur le salaire [voir p. 357].

Conventions collectives : accords passés entre patronat et syndicats concernant les salaires et les conditions de travail [voir p. 48].

Coopération transfrontalière européenne (CTE) : ensemble des politiques de l'UE ayant pour objectif le développement des liens entre les territoires et les populations séparés par une frontière d'État [voir p. 317, 322].

Cotisations sociales : prélèvements obligatoires effectués sur le salaire [voir p. 357].

Couronne périurbaine : elle regroupe des communes dans lesquelles au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans la ville-centre [voir p. 222].

Culte de la personnalité : ensemble de pratiques utilisées pour convaincre un peuple qu'une personne est supérieure et infaillible [voir p. 40, 48, 76].

D

Décentralisation : transfert de compétences de l'État vers les collectivités territoriales (communes, départements, régions) [voir p. 280].

Décolonisation : processus d'accession à l'indépendance des territoires colonisés [voir p. 112, 115, 121].

Délocalisation : transfert d'une production vers des pays étrangers aux coûts moins importants [voir p. 244].

Démocratie participative : implication des citoyens dans le débat public et dans la prise de décision politique [voir p. 380].

Démocraties populaires : nom donné par l'URSS aux pays communistes d'Europe de l'Est. Ce sont pourtant des dictatures [voir p. 94].

Démocratie représentative : régime politique dans lequel le peuple délègue son pouvoir à des représentants [voir p. 382].

Départements et région d'outremer (DROM) : ces collectivités territoriales disposent du même statut qu'un département ou une région métropolitaine ; les lois et règlements français s'y appliquent [voir p. 294, 303].

Déportation : déplacement forcé de populations pour des motifs raciaux ou politiques [voir p. 26, 60, 67].

Dépression économique : longue période de ralentissement et d'instabilité de la croissance économique [voir p. 190].

Déprise : abandon progressif de l'activité d'agriculture ou d'élevage [voir p. 260].

Désindustrialisation : diminution ou disparition de l'activité industrielle [voir p. 244].

Droits politiques : droit de participer à la vie politique de son pays, par le droit d'être électeur et éligible [voir p. 362].

Discontinuité géographique : rupture géographique liée à la distance, un océan, une immense forêt... [voir p. 303].

Dissuasion nucléaire : pendant la guerre froide, doctrine qui part du principe qu'une guerre nucléaire provoquerait la destruction totale des deux camps [voir p. 104].

E

Écotourisme : forme de tourisme durable qui respecte, préserve et met durablement en valeur les ressources d'un territoire pour les touristes [voir p. 303].

Einsatzgruppen : « groupes spéciaux » chargés, à partir de l'invasion de l'URSS en 1941, d'assassiner les Juifs et les responsables politiques soviétiques [voir p. 60, 67].

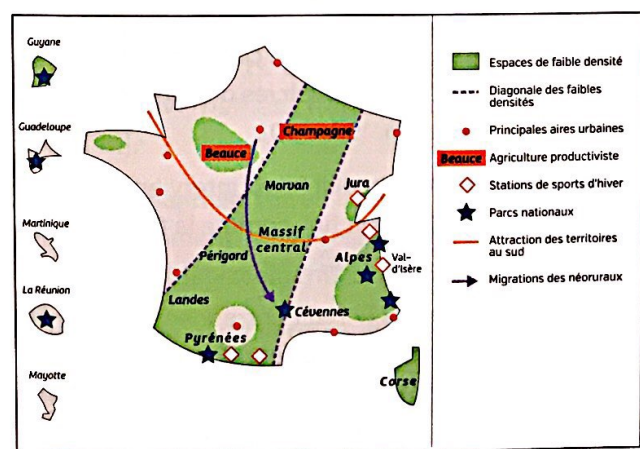
Élargissement : ouverture de la CEE, puis de l'Union européenne, à de nouveaux États membres [voir p. 129, 132].

Empires centraux : Au début du XX^e siècle, coalition de l'Empire allemand, de l'Autriche-Hongrie, de l'Empire ottoman et du royaume de Bulgarie, opposés à l'Entente [voir p. 19].

Entente (les Alliés) : coalition formée par la France, le Royaume-Uni et la Russie tsariste. L'Italie rejoint cette coalition en 1915 [voir p. 19].

Épuration : répression contre les Français accusés ou soupçonnés de collaboration avec l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. On distingue l'épuration spontanée hors de toute règle du droit et l'épuration légale [voir p. 158, 164].

Espace de faible densité : en France, l'Insee qualifie un espace de faible densité quand il compte moins de 30 habitants par km². La densité moyenne en France est de 118 habitants/km² [voir p. 260].



D

Décentralisation : transfert de compétences de l'État vers les collectivités territoriales (communes, départements, régions) [voir p. 280].

Décolonisation : processus d'accession à l'indépendance des territoires colonisés [voir p. 112, 115, 121].

Délocalisation : transfert d'une production vers des pays étrangers aux coûts moins importants [voir p. 244].

Démocratie participative : implication des citoyens dans le débat public et dans la prise de décision politique [voir p. 380].

Démocraties populaires : nom donné par l'URSS aux pays communistes d'Europe de l'Est. Ce sont pourtant des dictatures [voir p. 94].

Démocratie représentative : régime politique dans lequel le peuple délègue son pouvoir à des représentants [voir p. 382].

Départements et région d'outremer (DROM) : ces collectivités territoriales disposent du même statut qu'un département ou une région métropolitaine ; les lois et règlements français s'y appliquent [voir p. 294, 303].

Déportation : déplacement forcé de populations pour des motifs raciaux ou politiques [voir p. 26, 60, 67].

Dépression économique : longue période de ralentissement et d'instabilité de la croissance économique [voir p. 190].

Déprise : abandon progressif de l'activité d'agriculture ou d'élevage [voir p. 260].

Désindustrialisation : diminution ou disparition de l'activité industrielle [voir p. 244].

Droits politiques : droit de participer à la vie politique de son pays, par le droit d'être électeur et éligible [voir p. 362].

Discontinuité géographique : rupture géographique liée à la distance, un océan, une immense forêt... [voir p. 303].

Dissuasion nucléaire : pendant la guerre froide, doctrine qui part du principe qu'une guerre nucléaire provoquerait la destruction totale des deux camps [voir p. 104].

E

Écotourisme : forme de tourisme durable qui respecte, préserve et met durablement en valeur les ressources d'un territoire pour les touristes [voir p. 303].

Einsatzgruppen : « groupes spéciaux » chargés, à partir de l'invasion de l'URSS en 1941, d'assassiner les Juifs et les responsables politiques soviétiques [voir p. 60, 67].

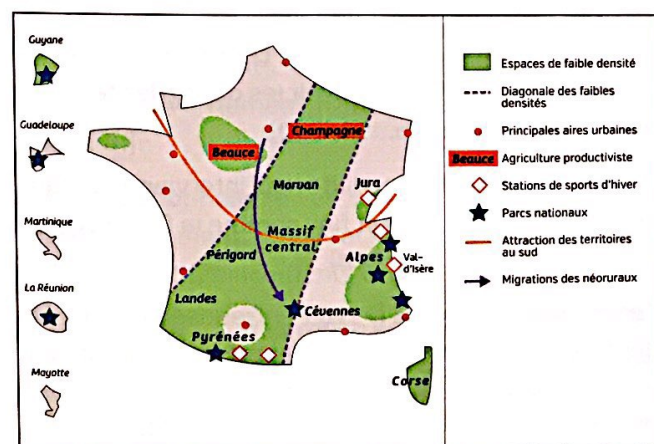
Élargissement : ouverture de la CEE, puis de l'Union européenne, à de nouveaux États membres [voir p. 129, 132].

Empires centraux : Au début du XX^e siècle, coalition de l'Empire allemand, de l'Autriche-Hongrie, de l'Empire ottoman et du royaume de Bulgarie, opposés à l'Entente [voir p. 19].

Entente (les Alliés) : coalition formée par la France, le Royaume-Uni et la Russie tsariste. L'Italie rejoint cette coalition en 1915 [voir p. 19].

Épuration : répression contre les Français accusés ou soupçonnés de collaboration avec l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. On distingue l'épuration spontanée hors de toute règle du droit et l'épuration légale [voir p. 158, 164].

Espace de faible densité : en France, l'Insee qualifie un espace de faible densité quand il compte moins de 30 habitants par km². La densité moyenne en France est de 118 habitants/km² [voir p. 260].

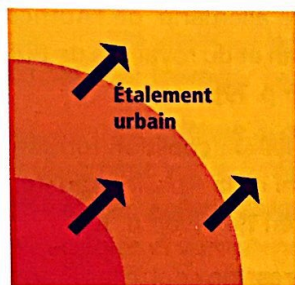


Espace productif : espace aménagé et mis en valeur pour une activité économique [voir p. 244].

Espace Schengen : dans le cadre de l'Union européenne, espace de libre circulation des personnes, entré en application en 1995 [voir p. 129, 322].

Esprit de défense : esprit civique et citoyen qui met une population en capacité d'agir face aux risques et aux menaces, afin de les réduire. Cette prise de conscience résulte d'une éducation à la défense et à la sécurité. Elle est une mission de l'École [voir p. 392].

Étalement urbain : expansion des agglomérations et des constructions urbaines, le long des routes et en milieu rural [voir p. 222].



État providence : moyens par lesquels l'État protège les personnes contre les risques liés à la maladie, à la précarité et à la vieillesse [voir p. 164, 197].

Étranger : personne qui n'a pas la nationalité de l'État dans lequel elle réside, même si elle est née dans ce pays [voir p. 194, 200, 362].

F

Féminisme : mouvement social, courant d'idées et de luttes, cherchant à promouvoir les droits des femmes dans la société [voir p. 192, 200].

Filière : ensemble des activités qui interviennent dans la réalisation d'un produit fini, comme la filière agroalimentaire [voir p. 235, 244].

Firme transnationale (FTN) : entreprise qui contrôle des filiales implantées dans plusieurs États et qui produit et réalise une part importante de son chiffre d'affaires en dehors du pays d'origine [voir p. 334, 338].

Forces françaises libres (FFL) : organisées dès juin 1940, ce sont les forces armées outre-mer de la France libre pendant la Seconde Guerre mondiale [voir p. 82].

France libre : pendant la Seconde Guerre mondiale, ensemble des organisations de résistance extérieure sous l'autorité du général de Gaulle [voir p. 74, 82, 86].

Francophonie : ensemble de celles et ceux qui, à des degrés divers, utilisent la langue française [voir p. 338].

Front populaire : en 1936, rassemblement des partis de gauche français (parti radical, SFIO, parti communiste) [voir p. 39, 46, 48].

G

Génocide : extermination programmée d'un peuple en raison de ses origines ou de sa religion [voir p. 26, 30, 61, 67].

Géopolitique : étude des rapports entre la géographie et la politique des États [voir p. 332, 338].

Ghetto : pendant la Seconde Guerre mondiale, quartier isolé du reste de la ville par un mur ou des barbelés dans lequel les nazis forcent les populations juives à vivre [voir p. 61].

Goulag : en URSS, camp de concentration et de travaux forcés où sont enfermées les personnes considérées comme ennemies du régime soviétique [voir p. 48].

Gouvernement : institution, formée du Premier ministre et des ministres, qui détermine la politique de la nation [voir p. 182].

Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) : gouvernement créé en 1944 par le général de Gaulle et des résistants afin de diriger le pays une fois le régime de Vichy renversé, en attendant la rédaction d'une nouvelle Constitution [voir p. 156, 158, 165].

Guerre des tranchées : phase de la Première Guerre mondiale où les combattants s'abritent dans des lignes creusées dans le sol et plus ou moins fortifiées pour se protéger. Elle s'oppose à la guerre de mouvement [voir p. 19].

Guerre totale : conflit armé mobilisant toutes les ressources (économiques...) de l'État et toutes les catégories de sa population [voir p. 22, 30].

I

Idéologie : ensemble d'idées qui proposent une manière d'organiser la société (voir p. 40).

Immigré : personne née dans un pays différent de celui dans lequel elle s'est installée (voir p. 194, 200).

Industrie : activité économique qui produit des biens grâce à la transformation de matières premières (voir p. 244).

Innovation : capacité à améliorer les performances d'une production ou d'une activité (voir p. 230).

Intégration : processus d'insertion des immigrants dans la société d'accueil, de participation à la vie sociale et civique (voir p. 194).

Interface : zone de contacts et d'échanges privilégiés entre deux espaces distincts (voir p. 280, 322).

Investissements directs de/à l'étranger (IDE) : capitaux placés par des entreprises étrangères dans un pays tiers ou par des entreprises nationales à l'étranger (voir p. 334, 338).

L

Libération-Sud : pendant la Seconde Guerre mondiale, nom du mouvement de résistance créé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie auquel participe Lucie Aubrac (voir p. 85).

Ligne ferroviaire à grande vitesse (LGV) : ligne ferroviaire construite pour des trains roulant au-delà des 220 km/h et nécessitant un tracé et une signalisation spécifiques (voir p. 272, 280).

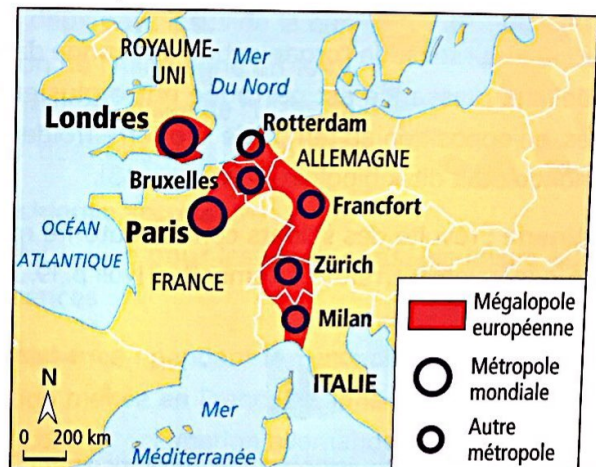
Ligue musulmane : en Inde, parti nationaliste musulman fondé en 1906, dirigé par Ali Jinnah (voir p. 115).

Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale : texte officiel qui fait état des risques et des menaces et définit les objectifs de la politique de Défense et de Sécurité nationale de la France (voir p. 400).

M

Marché commun : espace économique caractérisé par la libre circulation des marchandises et des services entre les États membres (voir p. 132).

Mégalopole européenne : espace fortement urbanisé qui, du Sud-Est du Royaume-Uni au Nord de l'Italie en passant par la vallée du Rhin, concentre une forte densité de population et de richesse. Cet espace joue un rôle majeur dans l'organisation de l'espace européen (voir p. 322).



Métropole : grande ville concentrant population, activités et richesses et qui exerce son aire d'influence sur des territoires étendus : régions, pays, monde entier (voir p. 222).

Métropolisation : concentration de la population, des activités spécialisées dans les grandes villes (voir p. 222).

Milice : organisation paramilitaire aidant les nazis à traquer les résistants. Elle est créée par Pierre Laval, chef du gouvernement français, le 30 janvier 1943 (voir p. 81).

Mixité fonctionnelle : diversification des fonctions d'un quartier (logement, travail, achats, loisirs). Elle permet de limiter les déplacements quotidiens (voir p. 275).

Mixité sociale : diversification de la composition sociale d'un quartier pour lutter contre la séparation spatiale des habitants selon leur niveau de vie (voir p. 275).

Monde bipolaire : expression qui permet de décrire l'état du monde au temps de la guerre froide (voir p. 104).

Mouvement de résistance : pendant la Seconde Guerre mondiale, organisation de résistance menant des actions militaires mais aussi politiques (tracts, journaux) (voir p. 85).

Mouvement des non-alignés : mouvement créé en 1961 qui prône l'indépendance des nouveaux États face aux deux blocs de la guerre froide et soutient les mouvements nationalistes (voir p. 112, 118, 121).

Mouvement nationaliste : pendant la décolonisation, mouvement qui lutte pour la libération des populations et des territoires colonisés (voir p. 121).

Multipolaire : se dit de l'organisation du monde dans laquelle la puissance est partagée entre plusieurs pôles, en opposition au temps de la guerre froide où le monde était dit « bipolaire » (voir p. 148).

Mutinerie : révolte des soldats contre l'autorité militaire (généralement, refus de combattre) (voir p. 19, 30).

N

Nationalisation : acquisition d'une entreprise par l'État qui en devient propriétaire (voir p. 160, 165).

Nationalité : toute personne a une nationalité à la naissance qui la rattache officiellement à un État (voir p. 362).

Nazisme : idéologie définie par Adolf Hitler, fondée sur le racisme, l'antisémitisme et le rejet de la démocratie (voir p. 39).

Néoruraux : nouveaux habitants d'origine urbaine en zone rurale (voir p. 261).

O

Opération d'intérêt national (OIN) : outil d'aménagement urbain pour l'État de certains espaces jugés stratégiques et prioritaires (voir p. 275).

Opinion publique : représentation collective de la manière de penser d'une société (voir p. 382).

Organisation des Nations unies (ONU) : organisation créée en 1945 pour le maintien de la paix et de la sécurité. Siégeant à New York, elle regroupe 193 États en 2016. Les principales décisions sont prises

par un Conseil de sécurité de 11 membres dont 5 permanents (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) (voir p. 140).

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : alliance militaire autour des États-Unis signée en 1949, dans le contexte de la guerre froide, appelée bloc de l'Ouest (voir p. 94, 104, 145).

Organisation non gouvernementale (ONG) : organisation qui intervient dans son pays ou à l'étranger pour apporter une aide (soin, scolarisation, etc.) (voir p. 332).

P

Pacte de Varsovie : alliance militaire signée en 1955 par les démocraties populaires alliées de l'URSS, appelée bloc de l'Est (voir p. 94, 104).

Parc national : territoire géré et protégé par l'État en raison de la richesse de son patrimoine naturel et culturel (voir p. 261).

Parti bolchevique : parti politique dirigé par Lénine, dont le but est de mettre en place le communisme en Russie (voir p. 28).

Parti du Congrès : en Inde, principal parti nationaliste fondé en 1885. Ses principaux leaders sont Gandhi et Nehru (voir p. 115).

Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) : en Allemagne, parti politique dirigé dès 1921 par Adolf Hitler, dont l'idéologie est le nazisme (voir p. 43, 49).

Pays et territoires d'outremer (PTOM) : ils ne font pas partie intégrante de l'UE mais sont liés à l'un des États membres de l'UE (voir p. 336).

Plan Marshall : plan d'aide économique proposé par les États-Unis aux pays touchés par la guerre afin qu'ils se reconstruisent (voir p. 104).

Plan Vigipirate : plan gouvernemental permanent de vigilance, de prévention et de protection contre la menace terroriste sur le territoire national. Il peut être élevé au niveau « Alerte Attentat » (voir p. 400).

Poilus : nom donné aux combattants français lors de la Première Guerre mondiale (voir p. 22, 30).

Pôle tertiaire : espace concentrant les activités de services et de commandement. Il attire chaque jour les flux de travailleurs (voir p. 215).

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) : politique qui encourage la coopération des États membres dans les domaines de la diplomatie et de la Défense (voir p. 133).

Population active : ensemble des personnes qui exercent ou recherchent un emploi (voir p. 197).

Pouvoir exécutif : pouvoir de faire exécuter les lois (voir p. 172, 382).

Pouvoir législatif : pouvoir de faire les lois (voir p. 172, 382).

Proletariat : membres les plus pauvres de la société, qui n'ont que leur force de travail pour vivre (voir p. 28).

Prolifération nucléaire : augmentation du nombre de pays possédant l'arme atomique (voir p. 148).

Promulguer : acte par lequel le président de la République signe une loi avant qu'elle ne soit publiée au Journal officiel (voir p. 374).

Propagande : ensemble des pratiques [affiches, presse...] visant à encadrer une société pour la convaincre de la supériorité d'une idéologie ou d'une politique (voir p. 22, 31, 49, 77, 79).

Puissance : capacité d'un territoire à exercer une influence politique, économique ou culturelle au-delà de ses frontières (voir p. 338).

R

Référendum : consultation des citoyens sur un projet de loi ou de Constitution ; les citoyens répondent par oui ou par non à la question posée (voir p. 172, 174, 177, 182, 382).

Régime parlementaire : régime dans lequel le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale qui peut le renverser (voir p. 182).

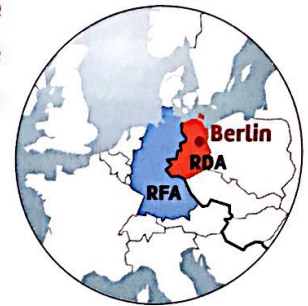
Régime totalitaire : régime politique dans lequel l'État impose une idéologie officielle, utilise la violence et veut tout contrôler [population, économie, information, culture...] (voir p. 40, 49).

Région : territoire administratif intermédiaire situé entre l'échelle locale et l'échelle nationale. Collectivité territoriale depuis 1982, elle est dirigée par un conseil régional (voir p. 280).

Régions ultrapériphériques (RUP) : elles font partie intégrante de l'UE et bénéficient du même statut [zone euro, élections au Parlement...] (voir p. 336).

République démocratique allemande (RDA), République fédérale d'Allemagne (RFA) :

les deux pays issus de la partition de l'Allemagne en 1949. La RDA est alliée de l'URSS, la RFA des États-Unis (voir p. 94).



Résidence secondaire : logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances.

Résistance : pendant la Seconde Guerre mondiale, action menée en France et dans le monde pour lutter contre l'occupation allemande de la France et le régime de Vichy (voir p. 82, 85, 86).

Résistance civile : pendant la Seconde Guerre mondiale, actions résistantes non armées (voir p. 62).

Réserve militaire : elle comprend la réserve opérationnelle [citoyens volontaires, qui s'impliquent temporairement dans une unité militaire] et la réserve citoyenne [citoyens volontaires, qui contribuent, dans la société, au renforcement du lien armée-nation et promeuvent l'esprit de défense] (voir p. 392).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : instauré en 1988 en France, il garantit des ressources minimales aux personnes à faibles revenus (voir p. 197).

Révolution nationale : idéologie du régime de Vichy fondée sur la devise « Travail, famille, patrie » et qui rompt avec les principes républicains de liberté, d'égalité et de fraternité (voir p. 77, 86).

Rideau de fer : expression désignant pendant la guerre froide la frontière qui coupe l'Europe en deux, d'un côté les pays libres du bloc de l'Ouest et de l'autre les pays communistes du bloc de l'Est (voir p. 94, 98, 104).

S

Scrutin majoritaire uninominal : mode d'élection dans lequel les électeurs votent pour un seul candidat. Est élu le candidat qui a recueilli le plus de voix au second tour (voir p. 182).

Sécurité sociale : système public de protection sociale contre les risques liés à la précarité, à la maladie et à la vieillesse (voir p. 156, 160).

Sérigraphie : technique d'impression basée sur le principe du pochoir ; elle permet une création et une impression rapides et, par de forts contrastes de couleurs, attire facilement l'attention (voir p. 199).

Service du travail obligatoire (STO) : pendant la Seconde Guerre mondiale, mobilisation des hommes français entre 20 et 23 ans pour travailler dans les entreprises allemandes (voir p. 74, 86).

Services : activité économique sans transformation de matière (voir p. 244).

Solde commercial : différence entre la valeur des exportations et celle des importations (voir p. 338).

Solde migratoire : différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours d'une année (voir p. 190).

Souveraineté nationale : le pouvoir politique appartient à la nation, c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens (voir p. 382).

Syndicat : association qui défend les intérêts professionnels de ses adhérents. Son représentant dans l'entreprise est le délégué syndical (voir p. 360).

T

Talibans : membres d'un mouvement islamiste qui dirige l'Afghanistan à partir de 1996, jusqu'à l'arrivée des États-Unis en 2001. Ils ont caché Ben Laden et abrité des camps d'entraînement d'al-Qaïda (voir p. 145).

Taux de chômage : proportion de chômeurs rapportée à la population active totale (voir p. 197).

Technopole : métropole ayant une forte concentration d'activités de haute technologie (voir p. 230).

Technopôle/Pôle de compétitivité : entreprises, universités, laboratoires de recherche réunis sur un même

territoire pour innover (voir p. 230).

Territoire : espace vécu et approprié par ses habitants (voir p. 280).

Territoires ultramarins : territoires français situés en dehors du continent européen (voir p. 303).

Terrorisme : ensemble des actions violentes (attentats, assassinats, etc.) visant à terroriser la population pour fragiliser un gouvernement, un État (voir p. 142, 148).

Tiers Monde : ensemble de pays souvent issus de la décolonisation qui ont en commun un faible niveau de développement et cherchent à s'affirmer sur la scène internationale (voir p. 112, 118, 121).

Traité de Versailles : traité de paix signé le 28 juin 1919 entre l'Allemagne et les Alliés. Il est vécu par les Allemands comme injuste et humiliant car ils sont jugés seuls responsables du déclenchement de la guerre (voir p. 39).

Tranchée : pendant la Première Guerre mondiale, fossé protégé par des barbelés dans lequel les soldats vivent et combattent (voir p. 20, 31).

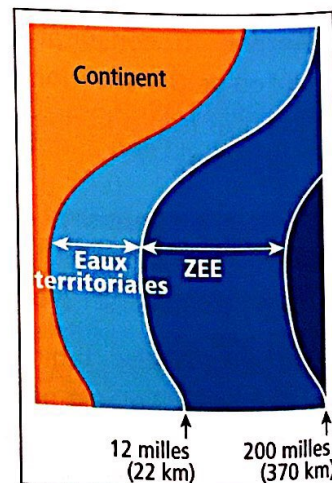
Trente Glorieuses : expression qui désigne la période de forte croissance économique que connaissent les pays occidentaux entre 1945 et 1975 (voir p. 190).

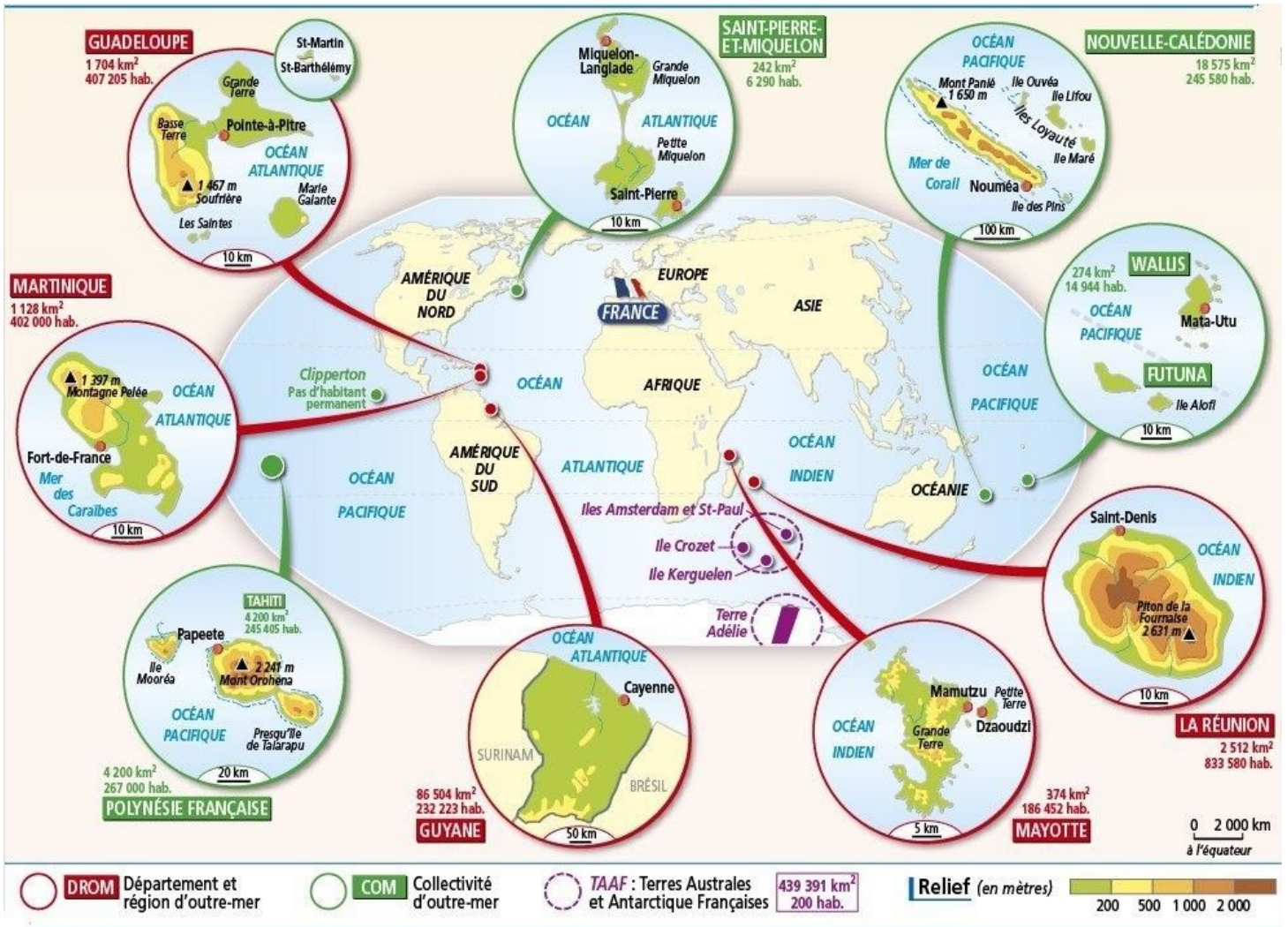
Tourisme vert : tourisme durable centré sur la découverte de la nature, les activités de plein air et le respect de l'environnement (voir p. 261).

V et Z

Viêt-minh : ligue pour l'indépendance du Vietnam fondée par le communiste Hồ Chí Minh en 1941 pour combattre les colonisateurs français (voir p. 116).

Zone économique exclusive (ZEE) : espace maritime sur lequel un État possède des droits d'exploitation et d'usage des ressources. Une ZEE s'étend jusqu'à 370 km d'un littoral, voire 648 km en cas d'extension (voir p. 294, 336, 338).





Le territoire ultramarin français



- Territoire métropolitain
- Départements et régions d'outre-mer
- Collectivités d'outre-mer
- Autres collectivités

